

**Art. 16.** A l'article 19 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est remplacé par la disposition suivante : « § 2. En cas de convocation régulière, l'absence d'une partie n'empêche pas l'examen de l'affaire. La décision prononcée est réputée contradictoire. » ;

2° au § 6, les mots « signées par le président et le » sont remplacés par les mots « revêtues de la signature du président et du ».

**Art. 17.** A l'article 20 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le premier alinéa est remplacé par la disposition suivante : « Dans les huit jours qui suivent le prononcé de la décision, le greffe notifie, par envoi recommandé ou au moyen des services électroniques, une copie de la décision aux parties. Une copie de la décision est adressée aux conseils des parties par courrier ordinaire ou au moyen des services électroniques. » ;

2° au troisième alinéa, les mots « La missive par laquelle la décision est notifiée » sont remplacés par les mots « La notification » ;

3° au troisième alinéa : les mots « Elle contient une courte description des » sont remplacés par les mots « Elle mentionne les ».

**Art. 18.** Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 février 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé Publique,  
F. VANDENBROUCKE

**Art. 16.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling: "§ 2. Bij regelmatige oproeping belet de afwezigheid van een partij de behandeling van het dossier niet. De uitgesproken beslissing wordt tegen- sprekelijk geacht.";

2° in § 6 worden de woorden "worden ondertekend door de voorzitter" vervangen door de woorden "bevatten een handtekening van de voorzitter".

**Art. 17.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling: "Binnen acht dagen volgend op de uitspraak van de beslissing, geeft de griffie een kopie van de beslissing ter kennis aan de partijen via een aangetekende zending of via de elektronische diensten. Een kopie van de beslissing wordt verzonden naar de raadslieden van de partijen via gewone brief of via de elektronische diensten.";

2° in het derde lid worden de woorden "De brief waarmee kennis wordt gegeven" vervangen door de woorden "De kennisgeving";

3° in het derde lid worden de woorden "Deze brief bevat een korte beschrijving van" vervangen door de woorden "De kennisgeving vermeldt".

**Art. 18.** De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 februari 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[2023/202085]

7 AVRIL 2023. — Arrêté royal portant adaptation au bien-être de certaines prestations dans le régime des travailleurs salariés

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté a pour but d'exécuter certaines adaptations au bien-être prévues dans la proposition de répartition de l'enveloppe bien-être 2023-2024.

1. Objet de l'arrêté royal :

Le présent projet d'arrêté royal apporte les modifications nécessaires à la réglementation du régime de pension des travailleurs salariés et de la garantie de revenus aux personnes âgées (ci-après, GRAPA) afin d'exécuter certaines adaptations au bien-être, notamment l'augmentation d'un certain nombre de prestations et plafonds de calcul.

Etant donné qu'il s'agit d'augmentations supplémentaires par rapport aux augmentations déjà planifiées pour 2024, le présent projet prévoit également l'adaptation de ces augmentations déjà planifiées. Les dispositions prévoyant les augmentations originelles qui ne sont pas encore entrées en vigueur sont abrogées et les augmentations adaptées sont de nouveau insérées.

En ce qui concerne la pension minimum garantie, il faut remarquer que la pension minimum garantie à charge du régime des travailleurs indépendants sera majorée dans la même mesure que dans le régime des travailleurs salariés étant donné que la réglementation de pension des travailleurs indépendants renvoie aux montants de base du régime des travailleurs salariés.

2. Commentaires des articles :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Adaptation du coefficient de revalorisation du plafond salarial*

En exécution de l'article 7, alinéa 17, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, l'article 1<sup>er</sup> prévoit un coefficient de revalorisation adapté afin d'augmenter de façon supplémentaire le plafond salarial de 2 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[2023/202085]

7 APRIL 2023. — Koninklijk besluit tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde uitkeringen in de regeling voor werknemers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit waarvan ik de eer heb het ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, heeft als doel uitvoering te geven aan bepaalde welvaartsaanpassingen voorzien in het voorstel tot verdeling van de welvaartsenveloppe 2023-2024.

1. Opzet van het koninklijk besluit :

Dit ontwerp van koninklijk besluit brengt de nodige wijzigingen aan in de reglementering van het pensioenstelsel voor werknemers en van de inkomensgarantie voor ouderen (hierna IGO) teneinde bepaalde welvaartsaanpassingen door te voeren, meer bepaald de verhoging van een aantal uitkeringen en berekeningsplafonds.

Aangezien het verhogingen betreft boven op een aantal reeds geplande verhogingen voor 2024, voorziet dit ontwerp eveneens in de aanpassing van die al geplande verhogingen. De nog niet in werking getreden bepalingen die in de oorspronkelijke verhogingen voorzien, worden opgeheven en de aangepaste verhogingen worden opnieuw ingevoegd.

Wat het gewaarborgd minimumpensioen betreft moet opgemerkt worden dat het gewaarborgd minimumpensioen ten laste van het zelfstandigenstelsel in dezelfde mate zal verhoogd worden als in het werknemersstelsel aangezien de pensioenreglementering voor zelfstandigen verwijst naar de basisbedragen uit de werknemersregeling.

2. Artikelsgewijze bespreking :

HOOFDSTUK 1. — *Aanpassing van de verhogingscoëfficiënt van het loonplafond*

In uitvoering van artikel 7, zeventiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers voorziet het artikel 1 in een aangepaste verhogingscoëfficiënt teneinde het loonplafond bijkomend te verhogen met 2 % vanaf 1 januari 2024.

Etant donné que le présent arrêté ne procure pas une exécution à l'habilitation prévue à l'article 7, alinéa 18, de l'arrêté royal n° 50, cette augmentation supplémentaire n'est pas appliquée au plafond salarial différencié qui s'applique à certaines périodes assimilées.

#### CHAPITRE 2. — *Adaptation de la pension minimum garantie pour une carrière complète*

L'article 2 augmente la pension minimum garantie de retraite sur base d'une carrière complète de 2 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023. En outre, il reprend l'augmentation prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2024 qui est adaptée, en tenant compte de l'augmentation au 1<sup>er</sup> juillet 2023. Celle-ci était déjà insérée par l'arrêté royal du 20 décembre 2020 relatif à l'augmentation de la pension minimum garantie et remplacée par l'arrêté royal du 6 août 2021.

L'article 3 augmente la pension minimum garantie de survie sur base d'une carrière complète de 2 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023. En outre, il reprend l'augmentation prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2024 qui est adaptée, en tenant compte de l'augmentation au 1<sup>er</sup> juillet 2023. Celle-ci était déjà insérée par l'arrêté royal du 20 décembre 2020 et remplacée par l'arrêté royal du 6 août 2021.

#### CHAPITRE 3. — *Adaptation de la pension minimum garantie pour une carrière incomplète*

L'article 4 augmente la pension minimum garantie de retraite sur base d'une carrière incomplète de 2 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023. En outre, il reprend l'augmentation prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2024 qui est adaptée, en tenant compte de l'augmentation au 1<sup>er</sup> juillet 2023. Celle-ci était déjà insérée par l'arrêté royal du 20 décembre 2020 et remplacée par l'arrêté royal du 6 août 2021.

L'article 5 augmente la pension minimum garantie de survie sur base d'une carrière incomplète de 2 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023. En outre, il reprend l'augmentation prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2024 qui est adaptée, en tenant compte de l'augmentation au 1<sup>er</sup> juillet 2023. Celle-ci était déjà insérée par l'arrêté royal du 20 décembre 2020 et remplacée par l'arrêté royal du 6 août 2021.

#### CHAPITRE 4. — *Adaptation du droit minimum par année de carrière*

L'article 6 augmente le salaire de référence pris en considération dans le droit minimum par année de carrière et le montant maximum de la pension pouvant être allouée sur base de ce droit minimum par année de carrière de 2 %.

L'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> fixe le nouveau salaire de référence du droit minimum par année de carrière.

L'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 prévoit que cette augmentation vise les pensions et les allocations de transition qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

L'article 6, § 2 prévoit une augmentation supplémentaire de la pension maximum pouvant être allouée sur base de ce droit minimum par année de carrière de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Cette augmentation vise les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

#### CHAPITRE 5. — *Adaptation de certaines pensions*

L'article 7 augmente les pensions, à l'exception des pensions minima, qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2007 de 1,2 % au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

#### CHAPITRE 6. — *Adaptation du pécule de vacances*

L'article 8 augmente le pécule de vacances et le pécule complémentaire de 3,8 %, avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2023, et ensuite de 2,55 %, avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2024.

L'article 8, alinéa 1<sup>er</sup> fixe les nouveaux montants de base du pécule de vacances et du pécule complémentaire.

L'article 8, alinéa 2 adapte le coefficient, avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2023 et au 1<sup>er</sup> mai 2024, afin d'augmenter de manière identique le pécule de vacances et le pécule complémentaire au pécule de vacances, limités au montant mensuel de pension, sans que le montant total puisse excéder les montants de base maxima adaptés.

#### CHAPITRE 7. — *Adaptation de la garantie de revenus aux personnes âgées*

L'article 9 prévoit une augmentation du montant de la GRAPA de 2 % au 1<sup>er</sup> juillet 2023. En outre, il reprend l'augmentation prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2024 qui est adaptée. Celle-ci était déjà insérée par l'arrêté

Aangezien dit besluit geen uitvoering geeft aan de machtiging voorzien in artikel 7, achttiende lid, van het koninklijk besluit nr. 50 wordt deze bijkomende verhoging niet toegepast op het gedifferentieerd loonplafond dat van toepassing is op bepaalde gelijkgestelde perioden.

#### HOOFDSTUK 2. — *Aanpassing van het gewaarborgd minimumpensioen voor een volledige loopbaan*

Artikel 2 verhoogt het gewaarborgd minimumrustpensioen op basis van een volledige loopbaan met 2 % met ingang van 1 juli 2023. Daarnaast herneemt het de voorziene verhoging op 1 januari 2024 die wordt aangepast rekening houdend met de verhoging op 1 juli 2023. Deze werd reeds ingevoegd door het koninklijk besluit van 20 december 2020 inzake de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen en vervangen bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021.

Artikel 3 verhoogt het gewaarborgd minimumoverlevingspensioen op basis van een volledige loopbaan met 2 % met ingang van 1 juli 2023. Daarnaast herneemt het de voorziene verhoging op 1 januari 2024 die wordt aangepast rekening houdend met de verhoging op 1 juli 2023. Deze werd reeds ingevoegd door het koninklijk besluit van 20 december 2020 en vervangen bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021.

#### HOOFDSTUK 3. — *Aanpassing van het gewaarborgd minimumpensioen voor een onvolledige loopbaan*

Artikel 4 verhoogt het gewaarborgd minimumrustpensioen op basis van een onvolledige loopbaan met 2 % met ingang van 1 juli 2023. Daarnaast herneemt het de voorziene verhoging op 1 januari 2024 die wordt aangepast rekening houdend met de verhoging op 1 juli 2023. Deze werd reeds ingevoegd door het koninklijk besluit van 20 december 2020 en vervangen bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021.

Artikel 5 verhoogt het gewaarborgd minimumoverlevingspensioen op basis van een onvolledige loopbaan met 2 % met ingang van 1 juli 2023. Daarnaast herneemt het de voorziene verhoging op 1 januari 2024 die wordt aangepast rekening houdend met de verhoging op 1 juli 2023. Deze werd reeds ingevoegd door het koninklijk besluit van 20 december 2020 en vervangen bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021.

#### HOOFDSTUK 4. — *Aanpassing van het minimumrecht per loopbaanjaar*

Artikel 6 verhoogt het referentieloon dat in aanmerking wordt genomen in het minimumrecht per loopbaanjaar en het maximumpensioen dat in het kader van dit minimumrecht per loopbaanjaar kan toegekend worden met 2 %.

Artikel 6, § 1, eerste lid legt het nieuwe referentieloon van het minimumrecht per loopbaanjaar vast.

Artikel 6, § 1, tweede lid voorziet dat deze verhoging de pensioenen en de overgangsuitkeringen beoogt die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste ingaan op 1 januari 2024.

Artikel 6, § 2 voorziet een bijkomende verhoging van het maximumpensioen dat in het kader van dit minimumrecht per loopbaanjaar kan toegekend worden met 2 % op 1 januari 2024. Deze verhoging beoogt de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste ingaan op 1 januari 2024.

#### HOOFDSTUK 5. — *Aanpassing van sommige pensioenen*

Artikel 7 verhoogt de pensioenen, met uitzondering van de minimumpensioenen, die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten laatste op 1 december 2007 zijn ingegaan met 1,2 % op 1 juli 2023.

#### HOOFDSTUK 6. — *Aanpassing van het vakantiegeld*

Artikel 8 verhoogt het vakantiegeld en de aanvullende toeslag met 3,8 % met ingang van 1 mei 2023 en vervolgens met 2,55 % met ingang van 1 mei 2024.

Het artikel 8, eerste lid stelt de nieuwe basisbedragen van het vakantiegeld en van de aanvullende toeslag vast.

Het artikel 8, tweede lid past de verhogingscoëfficiënt, met ingang van 1 mei 2023, en met ingang van 1 mei 2024, aan teneinde het tot het maandelijks pensioenbedrag beperkte vakantiegeld en de aanvullende toeslag bij het vakantiegeld op een identieke wijze te verhogen, zonder dat het totaalbedrag de aangepaste maximum basisbedragen kan overschrijden.

#### HOOFDSTUK 7. — *Aanpassing van de inkomensgarantie voor ouderen*

Artikel 9 voorziet in een verhoging van het bedrag van de IGO met 2 % op 1 juli 2023. Daarnaast herneemt het de voorziene verhoging op 1 januari 2024 die wordt aangepast rekening houdend met de

royal du 20 décembre 2020 précité et remplacée par l'arrêté royal du 6 août 2021, en tenant compte de l'augmentation au 1<sup>er</sup> juillet 2023

#### CHAPITRE 8. — Dispositions abrogatoires

L'article 10 prévoit l'abrogation de l'augmentation de la pension minimum garantie, de la pension maximum dans le cadre du droit minimum par année de carrière, de la GRAPA et du plafond salarial au 1<sup>er</sup> janvier 2024 qui n'est pas encore entrée en vigueur, étant donné que cette augmentation doit être adaptée suite aux augmentations prévues par le présent arrêté dans le cadre de la répartition de l'enveloppe bien-être 2023-2024.

#### CHAPITRE 9. — Disposition commune

L'article 11 stipule que l'année de prise de cours d'une pension de survie correspond à l'année au cours de laquelle la pension de retraite du conjoint décédé a pris cours effectivement et pour la première fois si celui-ci bénéficiait de cette pension au moment de son décès.

#### CHAPITRE 10. — Dispositions finales

L'article 12 fixe la date d'entrée en vigueur de l'arrêté.

L'article 13 charge le ministre des Pensions de l'exécution de l'arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
La Ministre des Pensions,  
K. LALIEUX

### 7 AVRIL 2023. — Arrêté royal portant adaptation au bien-être de certaines prestations dans le régime des travailleurs salariés

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, l'article 7, alinéa 17, inséré par la loi du 15 juin 2021, l'article 22, alinéa 2, remplacé par la loi du 30 mars 1994 et l'article 29, § 4, inséré par la loi du 28 mars 1973 et remplacé par l'arrêté royal du 23 décembre 1996;

Vu la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, l'article 152, alinéa 3, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 août 2021 et l'article 153, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 août 2021;

Vu la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, l'article 33, alinéa 6, inséré par la loi du 26 mai 2019 et modifié par l'arrêté royal du 6 août 2021 et l'article 34, alinéa 6, inséré par la loi du 26 mai 2019 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 août 2021;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, l'article 8, § 10, 1<sup>o</sup>, inséré par la loi du 23 décembre 2005 et modifié par la loi du 18 mars 2016;

Vu la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées, l'article 6, § 5, remplacé par la loi du 8 décembre 2013;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 6 août 2021 adaptation au bien-être de certaines prestations dans le régime des travailleurs salariés;

Vu l'arrêté royal du 29 août 2021 portant adaptation au bien-être du plafond salarial;

Vu l'avis du Comité de gestion du Service fédéral des Pensions, donné le 31 janvier 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 décembre 2022;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 22 décembre 2022;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

verhoging op 1 juli 2023. Deze werd reeds ingevoegd door het voormeld koninklijk besluit van 20 december 2020 en vervangen bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021.

#### HOOFDSTUK 8. — Opheffingsbepalingen

Artikel 10 voorziet in de opheffing van de nog niet in werking getreden verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen, het maximumpensioen dat in het kader van het minimumrecht per loopbaanjaar kan toegekend worden, de IGO en het loonplafond op 1 januari 2024 aangezien deze verhoging moet aangepast worden ten gevolge de verhogingen die bij dit besluit worden voorzien in het kader van de verdeling van de welvaartsenveloppe 2023-2024.

#### HOOFDSTUK 9. — Gemeenschappelijke bepaling

Artikel 11 stelt dat het ingangjaar van een overlevingspensioen overeenstemt met het jaar tijdens hetwelk het rustpensioen van de overleden echtgenoot daadwerkelijk en voor de eerste maal is ingegaan wanneer deze op het ogenblik van zijn overlijden dit pensioen genoot.

#### HOOFDSTUK 10. — Slotbepalingen

Artikel 12 legt de datum van inwerkingtreding van het besluit vast.

Artikel 13 belast de minister van Pensioenen met de uitvoering van het besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Pensioenen,  
K. LALIEUX

### 7 APRIL 2023. — Koninklijk besluit tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde uitkeringen in de regeling voor werknemers

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, artikel 7, zeventiende lid, ingevoegd bij de wet van 15 juni 2021, artikel 22, tweede lid, vervangen bij de wet van 30 maart 1994 en artikel 29, § 4, ingevoegd bij de wet van 28 maart 1973 en vervangen bij het koninklijk besluit van 23 december 1996;

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, artikel 152, derde lid, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021 en artikel 153, eerste lid, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021;

Gelet op de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de pensioenen van de sociale sector, artikel 33, zesde lid, ingevoegd door de wet van 26 mei 2019 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021 en artikel 34, zesde lid, ingevoegd door de wet van 26 mei 2019 en laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, artikel 8, § 10, 1<sup>o</sup>, ingevoegd bij de wet van 23 december 2005 en gewijzigd bij de wet van 18 maart 2016;

Gelet op de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen, artikel 6, § 5, vervangen bij de wet van 8 december 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 augustus 2021 besluit tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde uitkeringen in de regeling voor werknemers;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 augustus 2021 tot aanpassing aan de welvaart van het loonplafond;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Federale Pensioendienst, gegeven op 31 januari 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 december 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 22 december 2022;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'État le 20 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pensions et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Adaptation du coefficient de revalorisation du plafond salarial*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le coefficient de revalorisation visé à l'article 7, alinéa 15, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 29 août 2021, est porté à :

« 4<sup>o</sup> 1,1430 pour les années après 2023. ».

CHAPITRE 2. — *Adaptation de la pension minimum garantie pour une carrière complète*

**Art. 2.** Les montants de 14.654,58 euros et de 11.727,37 euros visés à lieu l'article 152, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 août 2021, sont respectivement remplacés :

1<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2023 par les montants de 14.947,70 euros et de 11.961,93 euros;

2<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 par les montants de 15.343,81 euros et de 12.278,92 euros.

**Art. 3.** Le montant de 11.570,64 euros visé à l'article 153, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 août 2021, est remplacé :

1<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2023 par le montant de 11.802,08 euros;

2<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 par le montant de 12.114,84 euros.

CHAPITRE 3. — *Adaptation de la pension minimum garantie pour une carrière incomplète*

**Art. 4.** Les montants de 14.962,33 euros et de 11.973,64 euros visés à l'article 33, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 août 2021, sont respectivement remplacés :

1<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2023 par les montants de 15.261,61 euros et de 12.213,12 euros;

2<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 par les montants de 15.666,04 euros et de 12.536,78 euros.

**Art. 5.** Le montant de 11.813,62 euros visé à l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 août 2021, est remplacé :

1<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2023 par le montant de 12.049,92 euros;

2<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 par le montant de 12.369,24 euros.

CHAPITRE 4. — *Adaptation du droit minimum par année de carrière*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de 18.450,12 euros visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 août 2021, est remplacé par le montant de 18.819,12 euros.

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aux pensions et allocations de transition qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

§ 2. Les montants de 15.745,23 euros et de 12.596,17 euros visés à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du même arrêté sont respectivement remplacés avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 par les montants de 16.441,83 euros et de 13.153,46 euros pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 20 januari 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Pensioenen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Aanpassing van de verhogingscoëfficiënt van loonplafond*

**Artikel 1.** De verhogingscoëfficiënt bedoeld in artikel 7, vijfde lid 4<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 augustus 2021, wordt gebracht op:

"4<sup>o</sup> 1,1430 voor de jaren na 2023."

HOOFDSTUK 2. — *Aanpassing van het gewaarborgd minimumpensioen voor een volledige loopbaan*

**Art. 2.** De bedragen van 14.654,58 euro en van 11.727,37 euro bedoeld in artikel 152, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021, worden respectievelijk vervangen:

1<sup>o</sup> door de bedragen van 14.947,70 euro en 11.961,93 euro met ingang van 1 juli 2023;

2<sup>o</sup> door de bedragen van 15.343,81 euro en 12.278,92 euro met ingang van 1 januari 2024.

**Art. 3.** Het bedrag van 11.570,64 euro bedoeld in artikel 153, eerste lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021, wordt vervangen :

1<sup>o</sup> door de bedragen van 11.802,08 euro met ingang van 1 juli 2023;

2<sup>o</sup> door het bedrag van 12.114,84 euro met ingang van 1 januari 2024.

HOOFDSTUK 3. — *Aanpassing van het gewaarborgd minimumpensioen voor een onvolledige loopbaan*

**Art. 4.** De bedragen van 14.962,33 euro en van 11.973,64 euro bedoeld in artikel 33, eerste lid, van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de pensioenen van de sociale sector, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021, worden respectievelijk vervangen :

1<sup>o</sup> door de bedragen van 15.261,61 euro en 12.213,12 euro met ingang van 1 juli 2023;

2<sup>o</sup> door de bedragen van 15.666,04 euro en 12.536,78 euro met ingang van 1 januari 2024.

**Art. 5.** Het bedrag van 11.813,62 euro bedoeld in artikel 34, eerste lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021, wordt vervangen :

1<sup>o</sup> door het bedrag van 12.049,92 euro met ingang van 1 juli 2023;

2<sup>o</sup> door het bedrag van 12.369,24 euro met ingang van 1 januari 2024.

HOOFDSTUK 4. — *Aanpassing van het minimumrecht per loopbaanjaar*

**Art. 6.** § 1. Het bedrag van de 18.450,12 euro bedoeld in artikel 8, § 1, eerste lid van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021, wordt vervangen door het bedrag van 18.819,12 euro.

De bepalingen van deze paragraaf zijn van toepassing op de pensioenen en de overgangsuitkeringen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2024 ingaan.

§ 2. De bedragen van 15.745,23 euro en van 12.596,17 euro bedoeld in artikel 8, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021, worden respectievelijk vervangen door de bedragen van 16.441,83 euro en 13.153,46 euro met ingang van 1 januari 2024 voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2024 ingaan.

CHAPITRE 5. — *Adaptation de certaines pensions*

**Art. 7.** A l'exclusion des pensions visées aux articles 152 et 153 de la loi du 8 août 1980, des pensions visées aux articles 33, alinéa 1<sup>er</sup> et 34, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi de redressement du 10 février 1981, des pensions visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup> et 2, de l'arrêté royal du 14 février 2003 portant détermination du montant minimum garanti de pension pour travailleurs salariés, abrogé par l'arrêté royal du 28 septembre 2006 portant exécution des articles 33, 33bis, 34 et 34bis de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, mais dont les dispositions restent d'application pour les pensions qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2006 et des pensions visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup> et 2, de l'arrêté royal du 28 septembre 2006 portant exécution des articles 33, 33bis, 34 et 34bis de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social, les pensions dans le régime des travailleurs salariés, qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2007, sont augmentées de 1,2 % au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

CHAPITRE 6. — *Adaptation du pécule de vacances*

**Art. 8.** Les montants de 205,70 euros, de 123,36 euros, de 806,25 euros et de 645,00 euros visés à l'article 56, § 3, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 août 2021, sont respectivement remplacés :

1<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2023, par les montants de 213,52 euros, de 128,05 euros, de 836,89 euros et de 669,51 euros;

2<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2024, par les montants de 218,96 euros, de 131,32 euros, de 858,23 euros et de 686,58 euros.

Le coefficient de 1,38230338 visé à l'article 56, § 5, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 août 2021, est remplacé :

1<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2023 par le coefficient de 1,43483091.

1<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2024 par le coefficient de 1,47141910.

CHAPITRE 7. — *Adaptation de la garantie de revenus aux personnes âgées*

**Art. 9.** Le montant de 7.119,75 euros visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées, remplacé par la loi du 8 décembre 2013 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 août 2021, est remplacé :

1<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2023, par le montant de 7.261,90 euros;

2<sup>o</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 par le montant de 7.449,26 euros.

CHAPITRE 8. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 10.** Sont abrogés :

1<sup>o</sup> l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, l'article 2, 4<sup>o</sup>, l'article 3, 4<sup>o</sup> et l'article 4, 4<sup>o</sup>, l'article 5, 3<sup>o</sup> et l'article 8, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 6 août 2021 adaptation au bien-être de certaines prestations dans le régime des travailleurs salariés;

2<sup>o</sup> l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 29 août 2021 portant adaptation au bien-être du plafond salarial.

CHAPITRE 9. — *Disposition commune*

**Art. 11.** Lorsqu'il s'agit d'une pension de survie, l'année de prise de cours à prendre en considération est l'année au cours de laquelle la pension de retraite du conjoint décédé a pris cours effectivement et pour la première fois si celui-ci bénéficiait de cette pension au moment de son décès.

CHAPITRE 10. — *Dispositions finales*

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2023, à l'exception :

1<sup>o</sup> de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et alinéa 2, 1<sup>o</sup> qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2023;

2<sup>o</sup> des articles 1<sup>er</sup> et 6 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024;

HOOFDSTUK 5. — *Aanpassing van sommige pensioenen*

**Art. 7.** Met uitsluiting van de pensioenen bedoeld in de artikelen 152 en 153 van de wet van 8 augustus 1980, van de pensioenen bedoeld in de artikelen 33, eerste lid en 34, eerste lid van de herstellwet van 10 februari 1981, van de pensioenen bedoeld in artikel 7, § 1 en 2, van het koninklijk besluit van 14 februari 2003 tot vaststelling van het gewaarborgd minimumpensioen voor werknemers, opgeheven bij het koninklijk besluit van 28 september 2006 tot uitvoering van de artikelen 33, 33bis, 34 en 34bis van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector, maar waarvan de bepalingen van toepassing blijven op de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten laatste op 1 september 2006 zijn ingegaan en van de pensioenen bedoeld in artikel 7, § 1 en 2, van het koninklijk besluit van 28 september 2006 tot uitvoering van de artikelen 33, 33bis, 34 en 34bis van de herstellwet van 10 februari 1981 inzake pensioenen van de sociale sector, worden de pensioenen in de werknemersregeling die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten laatste op 1 december 2007 zijn ingegaan verhoogd met 1,2 % op 1 juli 2023.

HOOFDSTUK 6. — *Aanpassing van het vakantiegeld*

**Art. 8.** De bedragen van 205,70 euro, 123,36 euro, 806,25 euro en 645,00 euro bedoeld in artikel 56, § 3, van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021, worden respectievelijk vervangen :

1<sup>o</sup> met ingang van 1 mei 2023, door de bedragen van 213,52 euro, 128,05 euro, 836,89 euro en 669,51 euro;

2<sup>o</sup> met ingang van 1 mei 2024, door de bedragen van 218,96 euro, 131,32 euro, 858,23 euro en 686,58 euro.

De verhogingscoëfficiënt van 1,38230338 bedoeld in artikel 56, § 5, van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021, wordt vervangen :

1<sup>o</sup> met ingang van 1 mei 2023 door de verhogingscoëfficiënt van 1,43483091.

2<sup>o</sup> met ingang van 1 mei 2024 door de verhogingscoëfficiënt van 1,47141910.

HOOFDSTUK 7. — *Aanpassing van de inkomensgarantie voor ouderen*

**Art. 9.** Het bedrag van 7.119,75 euro bedoeld in artikel 6, § 1, van de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen, vervangen bij de wet van 8 december 2013 en laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 2021, wordt vervangen :

1<sup>o</sup> door het bedrag van 7.261,90 euro met ingang van 1 juli 2023;

2<sup>o</sup> door het bedrag van 7.449,26 euro met ingang van 1 januari 2024.

HOOFDSTUK 8. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 10.** Opgeheven worden :

1<sup>o</sup> artikel 1, 4<sup>o</sup>, artikel 2, 4<sup>o</sup>, artikel 3, 4<sup>o</sup>, artikel 4, 4<sup>o</sup>, artikel 5, 3<sup>o</sup> en artikel 8, 4<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 6 augustus 2021 besluit tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde uitkeringen in de regeling voor werknemers;

2<sup>o</sup> artikel 1, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 29 augustus 2021 tot aanpassing aan de welvaart van het loonplafond.

HOOFDSTUK 9. — *Gemeenschappelijke bepaling*

**Art. 11.** Wanneer het een overlevingspensioen betreft, is het in aanmerking te nemen ingangjaar het jaar waarin het rustpensioen van de overleden echtgenoot daadwerkelijk en voor de eerste maal is ingegaan wanneer deze op het ogenblik van zijn overlijden dit pensioen genoot.

HOOFDSTUK 10. — *Slotbepalingen*

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2023, met uitzondering van :

1<sup>o</sup> artikel 8, eerste lid, 1<sup>o</sup> en tweede lid, 1<sup>o</sup> dat in werking treedt op 1 mei 2023;

2<sup>o</sup> artikelen 1 en 6 die in werking treden op 1 januari 2024;

3° de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et alinéa 2, 2° qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2024.

**Art. 13.** Le ministre qui a les Pensions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :  
La Ministre des Pensions,  
K. LALIEUX

3° artikel 8, eerste lid, 2° en tweede lid, 2° dat in werking treedt op 1 mei 2024.

**Art. 13.** De minister bevoegd voor Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 april 2023.

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister van Pensioenen,  
K. LALIEUX

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[2023/202153]

27 MARS 2023. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 17 janvier 2000 pris en exécution de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire, à certains travailleurs victimes d'une restructuration et aux sportifs rémunérés. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 107 du 12 avril 2023, page 37159, à l'article 2, il y lieu de lire « 13,41 % » au lieu de « 13,41 ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[2023/202153]

27 MAART 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 januari 2000 tot uitvoering van artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen, aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering en aan de betaalde sportbeoefenaars. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 107 van 12 april 2023, bladzijde 37159, in het artikel 2, moet "13,41" gelezen worden als "13,41 %".

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2023/41002]

8 JANVIER 2023. — Arrêté royal octroyant un subside à l'Académie royale de Médecine de Belgique

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2022, le programme 25.52.1;

Considérant la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124;

Considérant l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions et allocations, l'article 1<sup>er</sup>;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :  
CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° SPF : le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;

2° Service Professions de santé et pratique professionnelle : le Service Professions de santé et pratique professionnelle de la Direction générale Soins de Santé du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, avenue Galilée 5, boîte 2, à 1210 Bruxelles;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

[C - 2023/41002]

8 JANUARI 2023. — Koninklijk besluit houdende toekenning van een toelage aan de Koninklijke Academie voor geneeskunde van België

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 december 2021 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2022, programma 25.52.1;

Overwegende de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, artikelen 121 tot 124;

Overwegende het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen, artikel 1;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :  
HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1° FOD : de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

2° Dienst Gezondheidsberoepen en Beroepsuitoefening : de Dienst Gezondheidsberoepen en Beroepsuitoefening van het Directoraat-generaal Gezondheidszorg van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, Galileelaan 5, bus 2, te 1210 Brussel;